



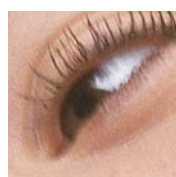
Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Éditions  
UNESCO

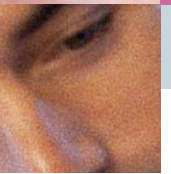
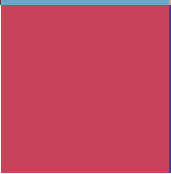
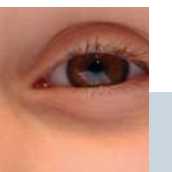
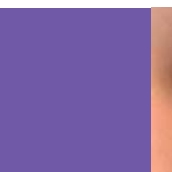
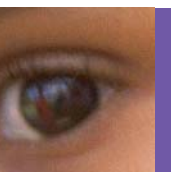
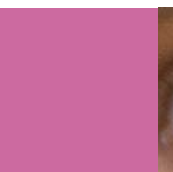
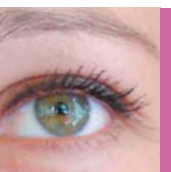
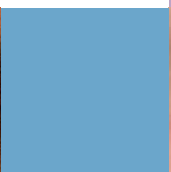
Conseil international  
des sciences sociales



Résumé



# Rapport mondial sur les sciences sociales



2010



Divisions dans les savoirs

# Rapport mondial sur les sciences sociales

Divisions dans  
les savoirs

Résumé



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Éditions  
UNESCO

Conseil international  
des sciences sociales



Le Rapport mondial sur les sciences sociales 2010 est une copublication que l'UNESCO a demandé de préparer au Conseil international des sciences sociales.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO et du CISS aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

L'équipe éditoriale du Rapport mondial sur les sciences sociales 2010 est responsable du choix des articles, de la présentation générale, des introductions et des conclusions. Les auteurs sont responsables des informations contenues dans leurs articles et les opinions qu'ils y expriment ne reflètent pas nécessairement les vues ni de l'UNESCO ni du CISS, et n'engagent pas ces deux organisations.

#### Équipe éditoriale du Rapport mondial sur les sciences sociales

<b>Directrice de rédaction</b>	Françoise Caillods
<b>Conseiller scientifique</b>	Laurent Jeanpierre
<b>Chercheurs</b>	Élise Demeulnaere, Mathieu Denis, Koen Jonkers et Édouard Morena

#### Comité scientifique

Craig Calhoun – États-Unis d'Amérique	Huang Ping – Chine Gudmund Hernes – Norvège (Président)	Peter Weingart – Allemagne Polymnia Zagefka – France/Grèce
Christopher Colclough – Royaume-Uni	Soheila Shahshahani – République islamique d'Iran	Heide Hackmann – CISS (Ex Officio)
Adam Habib – Afrique du Sud	Hebe Vessuri – Venezuela	John Crowley – UNESCO (Observateur)

Le Rapport peut être obtenu en s'adressant aux Éditions UNESCO : [www.unesco.org/publishing](http://www.unesco.org/publishing)

Le Rapport est disponible en ligne sur le site : [www.unesco.org/shs/wssr](http://www.unesco.org/shs/wssr)

Pour plus d'informations sur le Rapport, voir : [www.worldsocialscience.org](http://www.worldsocialscience.org)

Publié en 2010 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

et

le Conseil international des sciences sociales  
1, rue Miollis, 75352 Paris Cedex 15, France

© UNESCO 2010  
Tous droits réservés

Traduit de l'anglais

Titre original : World Social Science Report 2010: Knowledge Divides

Conception et réalisation graphique : Marie Moncet

Page de couverture : Pierre Finot

Imprimé par l'UNESCO

*Imprimé en France*

# Introduction

Dix ans après la publication du premier Rapport mondial sur les sciences sociales, en 1999, l'UNESCO a demandé au Conseil international des sciences sociales (CISS) de produire un nouvel examen détaillé de l'état des sciences sociales portant sur les modes de production, de diffusion et d'utilisation du savoir des sciences sociales. La situation et les conditions d'exercice des sciences sociales – les possibilités et les contraintes en matière de formation, de recherche et d'applications – sont très variables à travers le monde. C'est ainsi que le thème principal du présent Rapport en est venu à porter sur la division des savoirs : comment les disciplines des sciences sociales s'adaptent-elles et évoluent-elles face à des situations inégales et à des tendances divergentes ?

Pour élaborer le Rapport mondial sur les sciences sociales 2010, le CISS a mobilisé la communauté mondiale des sciences sociales – des centaines de professionnels des sciences sociales ont participé en qualité d'auteurs, de membres du comité de rédaction ou de critiques. La plupart des contributeurs ont été sélectionnés au terme d'un appel international à contributions lancé au sein de divers réseaux de sciences sociales et auprès des membres du CISS. L'équipe de rédaction a reçu plusieurs centaines de propositions. Les auteurs ont été choisis de manière à ce que des chercheurs de toutes les parties du monde et représentant différentes disciplines puissent se faire entendre. D'autres auteurs ont été recrutés parmi les participants au Forum mondial des sciences sociales organisé par le CISS à Bergen (Norvège) en mai 2009.

Le Rapport fait apparaître de nombreux acquis. Les sciences sociales sont aujourd'hui véritablement mondiales, en ce qu'elles sont enseignées presque partout et que les résultats de leurs recherches sont largement diffusés, en recourant de plus en plus aux nouvelles technologies de l'information. Le nombre de docteurs en sciences sociales a augmenté plus rapidement que dans les autres domaines scientifiques. En outre, les sciences sociales se sont institutionnalisées : s'ils sont nombreux à travailler en tant que scientifiques et chercheurs dans des universités, les spécialistes en sciences sociales interviennent également en qualité d'experts dans les administrations

publiques nationales et dans des entreprises privées, ou dans le cadre d'un exercice professionnel indépendant. L'expertise en sciences sociales fait l'objet d'une forte demande de la part des décideurs politiques, des médias et du grand public. En outre, les concepts et les théories des sciences sociales influencent plus que jamais l'opinion et le débat publics. Ce sont là autant de signes de succès.

Avec le succès et la croissance, cependant, sont venues les critiques. Il a été souligné que peu d'économistes avaient prévu la crise économique qui a débuté en 2008 et que les conseils formulés pour y faire face divergeaient. Les politologues sont parfois accusés de ne pas avoir anticipé les changements profonds survenus dans l'opinion ; les sociologues de n'avoir pas su identifier les tendances sociales majeures, etc. Pour faire face aux défis mondiaux, alors que les problèmes sont de plus en plus étroitement liés les uns aux autres et qu'ils se répandent rapidement d'un bout du monde à l'autre, les frontières traditionnelles entre les disciplines sont remises en question. Les sciences sociales ont été accusées d'être fragmentaires, excessivement spécialisées et, parfois, trop absconses et mal coordonnées. Leur capacité à fournir des réponses a ainsi été mise en cause : elles sont reconnues, mais sont-elles pertinentes ? De longs débats épistémologiques ont souligné combien fragile est cette reconnaissance.

En réalité, les sciences sociales sont devenues si diffuses et si répandues que l'on ne remarque plus guère leur rôle dans la compréhension et la structuration de notre monde et de notre vie quotidienne. Sans elles, la plupart des politiques publiques n'existeraient tout simplement pas et de nombreuses décisions individuelles et collectives seraient difficiles à prendre. Les sciences sociales font l'histoire et, de ce fait, modifient leur propre environnement. Leurs conclusions et leurs concepts doivent ainsi être perpétuellement réévalués. Depuis toujours, les sciences sociales se sont efforcées d'appliquer une sagesse rationnelle aux questions économiques, sociales, politiques et personnelles jusque-là abordées avec le prisme des croyances personnelles et de la religion. La croissance économique, la justice, la gouvernance, la

démocratie, les droits de l'homme, l'éducation, l'inégalité et la diversité, et bien d'autres concepts encore, seraient largement inconnus sans la contribution des sciences sociales. Pour le dire d'un mot, ces phénomènes ne seraient ni compris ni convenablement analysés. Ils ne donneraient lieu à aucune action politique.

Aujourd'hui, les sciences naturelles sont indispensables pour relever des défis tels que le SIDA, la santé infantile, la faim dans le monde et le changement climatique, mais elles ne suffisent pas. De fait, les conséquences néfastes de la science suscitent des plaintes de plus en plus nombreuses et les découvertes technologiques et scientifiques ne sont plus acceptées sans discussion. Les sciences sociales sont nécessaires pour comprendre l'action humaine et pour l'infléchir. Elles sont essentielles pour mettre en œuvre les Objectifs du Millénaire pour le développement définis par les Nations Unies – qu'il s'agisse de la réduction de la pauvreté ou de la promotion de l'égalité entre les sexes – et nécessaires pour relever des défis qui, comme le changement climatique, sont autant sociaux que naturels.

Pour faire face aux défis d'aujourd'hui et de demain et pour résoudre efficacement les problèmes mondiaux et locaux,

les sciences sociales doivent progresser, en quantité comme en qualité. Pour y parvenir, il faut renforcer les capacités, en particulier dans les régions où les problèmes sociaux sont les plus aigus et les systèmes de sciences sociales les plus anémiés.

Le présent Rapport décrit un certain nombre des problèmes auxquels sont confrontées les sciences sociales : les inégalités et asymétries qui, d'une manière ou d'une autre, empêchent l'accumulation, la transmission et l'utilisation du savoir dans différentes sociétés. Certains de ces problèmes tiennent aux écarts régionaux et aux immenses disparités de capacités de recherche entre pays et régions du monde : la division géographique (chapitre 2), la fracture des capacités (chapitre 3), l'inégalité de l'internationalisation et les disparités dans la production d'articles et de livres entre les pays (chapitre 4). Deux autres divisions tiennent à la division des savoirs : l'une sépare la recherche dominante et les approches alternatives (chapitre 5) et l'autre sépare les disciplines (chapitre 6). La concurrence provoquée par les nouvelles pratiques de gestion (chapitre 7), les relations parfois tendues des universitaires avec la société (chapitre 8) et avec les décideurs politiques (chapitre 9) sont autant d'autres fractures qui limitent l'efficacité de la réponse des sciences sociales aux défis mondiaux.



Élections au Burundi assistées par l'ONU.  
© ONU photo/M. Perret



Le changement climatique touche plus durement les pauvres. Thaïlande  
© Still Pictures/PNUE/Werchai Wansamngan

# Chapitre 1

## Les sciences sociales face au monde

Dans le premier chapitre, des universitaires de premier plan issus de diverses disciplines des sciences sociales évoquent les défis mondiaux et les tendances sociales majeures. Le monde qu'ils décrivent est fait d'évolutions profondes et menaçantes. Il est confronté à des défis planétaires tels que le changement environnemental, l'inégalité à grande échelle, la pauvreté et la crise financière, tandis que les sociétés humaines sont touchées par des tendances telles que le vieillissement, la marginalisation sociale et l'essor des villes en tant qu'espaces économiques stratégiques de l'économie mondiale.

Les auteurs ne cachent pas que ces problèmes auxquels est confrontée la société sont également des défis pour leurs disciplines et qu'ils forcent celles-ci à s'adapter.

*« L'ampleur, la vitesse, l'étendue et l'importance des changements de l'environnement mondial ont fait clairement apparaître qu'une recherche "de routine" ne suffira pas pour aider les individus et les groupes à comprendre les changements multiples et interagissants qui se produisent aujourd'hui, et à y répondre. » O'Brien*

Les efforts considérables déployés pour surmonter les défis mondiaux et comprendre les tendances sociales majeures sont devenus des jeux multijoueurs. Ce sont également des jeux où les sciences sociales peuvent changer la donne. Celles-ci fournissent les outils de classification, de description et d'analyse, et les récits qui nous permettent de voir, de nommer et d'expliquer les évolutions auxquelles sont confrontées les sociétés humaines. Elles nous permettent de décoder les concepts, les présupposés et les schémas mentaux régissant les débats sur ces évolutions. Elles fournissent également les instruments permettant de juger les politiques et les initiatives et de déterminer lesquelles sont efficaces et lesquelles ne le sont pas.

Une condition préalable à l'évaluation des évolutions actuelles et de leur horizon consiste à élaborer les instruments et les catégories d'observation qui conviennent. Les résultats de la recherche en sciences sociales peuvent être surprenants, voire parfois inquiétants : des caractérisations différentes de l'inégalité, par exemple, se traduisent par des tableaux très différents de l'ampleur et de l'évolution des inégalités à l'échelle mondiale. Comme l'illustre la figure 1, en fonction du concept utilisé, les inégalités mondiales ont augmenté ou diminué au fil des années. Cependant, les sciences sociales proposent également des méthodes particulièrement pertinentes pour créer et examiner les outils permettant aux sociétés d'observer et d'évaluer leur développement. Les contributeurs du Rapport sont tous convaincus que les défis qui se posent aujourd'hui à l'échelle mondiale exigent de réviser les méthodologies et les approches anciennes et d'en élaborer de nouvelles.

### Échelle mondiale, échelle locale

Les chercheurs en sciences sociales sont de plus en plus convaincus qu'il faut accorder une plus grande attention à la pluralité des contextes et que les dimensions culturelles sont essentielles à la constitution de ces contextes. Les visions du monde, les croyances, les institutions et l'histoire structurent la manière dont différentes personnes perçoivent un phénomène et réagissent face à lui. Bien que la remarque puisse sembler un truisme, les implications des différences culturelles sont plus claires que jamais face aux défis mondiaux d'aujourd'hui. Ainsi, le recours à un indice simple pour mesurer la pauvreté, consistant par exemple à définir les pauvres comme ceux qui vivent avec moins d'un dollar par jour, ne pose pas la question de savoir ce que la pauvreté signifie pour les personnes qui la subissent réellement et peut donc conduire à adopter des solutions que l'on croirait valides partout, mais qui ne seraient efficaces nulle part. Les actions des pauvres contredisent parfois les présupposés qui sous-tendent les solutions proposées.

« Le paradoxe de la pauvreté mondiale est que, si elle a attiré l'attention du monde entier sur un phénomène qui exige une action urgente de la part de divers acteurs mondiaux, elle conduit également à des "solutions" qui, en la décontextualisant, sont largement inefficaces. » (Gupta)

La culture, à elle seule, ne dit cependant pas tout du contexte. Un contexte local est plutôt la somme d'une série de dynamiques économiques, sociales, de genre, ethniques, institutionnelles, politiques, technologiques, environnementales et culturelles. La compréhension de ces dynamiques et l'élaboration de méthodologies permettant de les rendre visibles sont des préalables essentiels à la conception de réponses adéquates et localement intégrées aux grandes tendances et évolutions. Même des auteurs qui, comme David E. Apter, plaident pour la production de nouvelles théories mondiales (il recommande particulièrement une nouvelle théorie de la modernisation), insistent sur le fait que de telles théories, applicables partout, devraient veiller soigneusement à la manière dont les gens interprètent leur réalité. Il n'existe pas de réponses aux défis mondiaux qui soient abstraites de tout contexte.

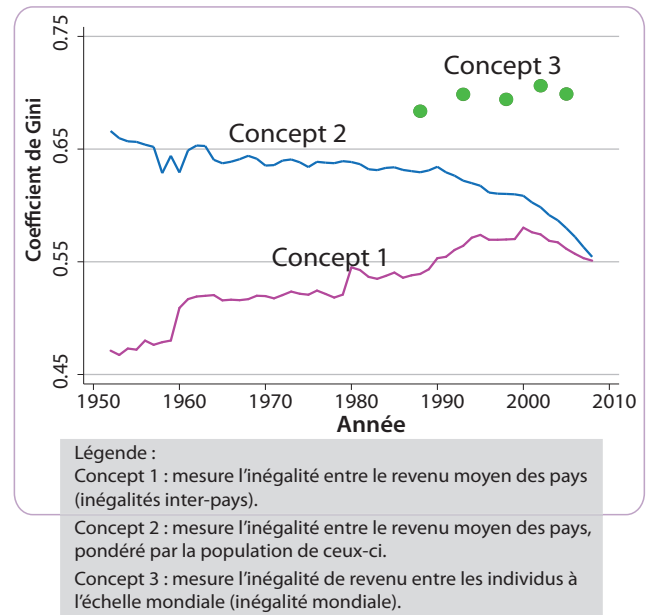
### Mettre l'accent sur l'échelle régionale

Les évolutions mondiales ont partout des implications pour les sciences sociales. Cependant, la recherche met particulièrement l'accent sur certains points à l'échelle régionale. Les responsables des conseils régionaux de la recherche en sciences sociales décrivent ces priorités en lien avec ce qu'ils considèrent comme les principaux défis pour la recherche en sciences sociales dans leur région.

Le Conseil latinoaméricain des sciences sociales (CLACSO) insiste sur le fait que la pauvreté et les inégalités demeurent les thèmes brûlants de la recherche en sciences sociales dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Dans le passé, les chercheurs latino-américains ont apporté des contributions remarquables aux sciences sociales mondiales dans des domaines tels que l'éducation, la démocratie et le développement économique. Aujourd'hui, cependant, le manque de ressources destinées à la recherche freine le développement des sciences sociales et menace d'isoler les chercheurs.

Les pays arabes connaissent une situation assez comparable. Comme le montre le Conseil arabe des sciences sociales (ACSS), la modestie des financements consacrés à la recherche dans la région et l'accent mis sur des priorités et des politiques différentes se sont traduits par une fragmentation de la communauté scientifique. Cette fragmentation est accrue par la variété des sujets abordés par la communauté de la recherche en sciences sociales dans les États arabes. Malgré ces problèmes, il est cependant possible d'identifier des préoccupations communes, telles que la recherche de la

**Figure 1** — À la source de tous les différends sur les inégalités : trois manières de considérer les inégalités à l'échelle mondiale



Source : Milanovic, dans le Rapport mondial sur les sciences sociales 2010 (Figure 1.1).

démocratie, l'élaboration de l'identité arabe et le nationalisme dans le contexte de l'évolution des dynamiques régionales, ainsi que des thèmes qui font partie de l'agenda mondial du développement, comme l'autonomisation des femmes. Dans de nombreux pays de la région, la situation politique interdit une discussion authentique et libre sur ces questions, mais cette situation n'est pas propre au monde arabe.

C'est probablement en Asie que le paysage de la recherche présente les contrastes les plus importants entre pays. Tout en soulignant les aspects positifs de ces contrastes, l'Association des conseils asiatiques pour la recherche en sciences sociales (AASSREC) indique également qu'ils peuvent freiner les efforts visant à répondre efficacement à des problèmes plus larges tels que le réchauffement mondial et les défis démographiques et migratoires de la région.

En Afrique subsaharienne, les thèmes des sciences sociales ont évolué au fil des ans, passant de questions telles que l'ajustement structurel, la pauvreté, le genre, la diffusion des conflits armés et le VIH/SIDA à des préoccupations plus récentes telles que la citoyenneté et les droits en temps de crise ou la réponse au néolibéralisme. Le grand défi consiste cependant à reconstruire une recherche autonome en sciences sociales en Afrique. Toutefois, comme l'indique le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), l'absence d'une infrastructure de recherche empêche les spécialistes en sciences sociales de contribuer autant qu'ils le pourraient à ces projets sociaux. ∩



Ancienne carte arabe  
© Bibliothèque nationale de la République tchèque

## Chapitre 2

# Géographie institutionnelle des sciences sociales

Le chapitre 2 garde une approche régionale en analysant l'organisation institutionnelle des systèmes de recherche en sciences sociales dans les différentes régions du monde et dans de très grands pays. Les différences observées dans les conditions de production du savoir en sciences sociales entre les différents pays et les différentes régions du monde sont stupéfiantes et pourraient difficilement être plus grandes.

### Disparités interrégionales et intrarégionales

Il existe d'importantes discordances, à travers le monde, dans la taille, le niveau de financement, les structures institutionnelles, les infrastructures et la situation des systèmes de recherche en sciences sociales, ainsi que dans la production de diplômés et de publications.

« Les sciences sociales d'Amérique du Nord exercent une grande influence à l'échelle mondiale du fait de leur échelle, de la productivité de leur recherche et du nombre de spécialistes internationaux en sciences sociales formés dans le cadre de leurs programmes de doctorat. » (Calhoun)

« En Russie, les communautés des sciences sociales sont dynamiques, mais elles ne sont pas aussi développées que leurs homologues occidentales. Elles sont souvent conduites à produire des analyses superficielles sous l'effet de la pression qui s'exerce pour qu'elles obtiennent des résultats rapides. » (Pipiya)

« [En Afrique subsaharienne,] la situation précaire d'un grand nombre de centres de recherche [en sciences sociales et en lettres] (...) est révélatrice d'une tendance plus générale de la recherche et des études dans de nombreux pays africains : la désinstitutionnalisation des sciences. » (Mouton)

Cependant, des fractures criantes existent aussi au sein des régions et des pays. En Amérique latine, plus des deux tiers de l'ensemble des programmes de troisième cycle de la région sont proposés par des universités publiques du Brésil et du Mexique, et les institutions proposant ces programmes sont également celles où se réalise la plus grande part de la recherche. En Afrique subsaharienne, 75 % des publications universitaires figurant dans la base de données Web of Science sont l'œuvre de chercheurs en sciences sociales sud-africains, nigériens et kényans issus d'une poignée d'universités. Les mêmes disparités s'observent en Chine et en Asie du Sud.

« Quatre-vingt-dix pour cent des établissements d'enseignement supérieur de la région [Amérique latine] ont uniquement des activités d'enseignement. » (Vessuri et Sonsiré López)

« À l'exception de quelques centres d'excellence en Inde, les sciences sociales se voient accorder, dans l'ensemble, peu de priorité dans toute la région de l'Asie du Sud. » (Krishna et Krishna)

### Acteurs et institutions

Dans la plupart des pays, la recherche est principalement pratiquée dans les universités ou dans des centres de recherche associés à celles-ci, à l'exception majeure des pays autrefois sous influence soviétique, où la recherche en sciences sociales se déroule encore principalement dans des instituts et académies non universitaires. Des centres de recherche publics où des universitaires peuvent se consacrer intégralement à la recherche en n'enseignant que peu, voire pas du tout, existent également en Europe occidentale et centrale. Ces académies, centres et instituts de recherche ont une longue tradition d'excellence et il est peu probable qu'ils disparaissent dans un



avenir proche. À l'échelle mondiale, cependant, la tendance dominante est de confier aux universités des responsabilités plus larges en matière d'organisation de la recherche et de maintenir des liens entre recherche et enseignement. Dans le même temps, des sociétés de consultants et des ONG sont apparues comme des acteurs importants dans de nombreuses régions et de nombreux pays. Elles mènent des travaux de recherche appliquée à court terme à la demande de donateurs internationaux ou de fondations privées.

### Rôle des agences de financement

Les gouvernements et les universités étaient autrefois la principale source de financement de la recherche en sciences sociales et ont joué un rôle crucial pour le développement de celle-ci. En Inde, par exemple, la Commission des bourses universitaires, principal organisme chargé de l'administration des universités, a joué un rôle essentiel pour promouvoir la recherche en sciences sociales. Cependant, le manque de financements publics est devenu un problème presque partout et change cet état de fait. Cela est particulièrement visible dans les pays où les financements sont devenus l'exception plutôt que la règle, comme en Afrique subsaharienne et dans certains pays d'Asie du Sud, ce qui rend les chercheurs en sciences sociales et les centres de recherche fortement dépendants des financements des donateurs extérieurs.

Dans la plupart des pays développés, des ressources publiques moins abondantes que par le passé sont allouées directement aux institutions de recherche et aux universités, et le recours à des procédures concurrentielles pour l'allocation de fonds et le financement des projets s'est imposé. Cette évolution transforme potentiellement les organismes de financement qui distribuent les financements publics en acteurs institutionnels de premier plan. Dans ce paysage, les États-Unis font figure d'exception, car la recherche n'y est pas dépendante du seul financement public et la diversité des sources de financement dans ce pays a été génératrice de vitalité pour sa recherche en science sociales. D'autres pays peuvent également compter sur une tradition de soutien privé ou semi-privé, que ce soit par l'intermédiaire de fondations (par exemple en Europe occidentale et centrale ou en Inde), des élites libérales (en Égypte ou au Liban) ou de familles influentes (dans les États du Golfe), mais dans une proportion moindre qu'aux États-Unis. Dans certains pays latino-américains, les conseils des sciences sociales, qui apportaient autrefois des financements substantiels sans interférer avec le contenu et l'orientation de la recherche, ont récemment commencé à prendre un rôle plus actif dans la définition des programmes de recherche.

L'ampleur de l'influence exercée par les institutions de financement – au niveau national ou international – sur les priorités de la recherche et la conduite de celle-ci suscite des

inquiétudes parmi les chercheurs en sciences sociales dans de nombreux pays du Nord et du Sud. Dans certaines régions, les bailleurs de fonds extérieurs, comme les institutions de financement régionales et internationales, sont devenus les principales sources de financement de la recherche, avec des conséquences décisives sur la nature de celle-ci. Ceux qui financent la recherche en maîtrisent souvent le programme.

### Statut de la recherche en sciences sociales

Le chapitre 2 examine également le statut de la recherche en sciences sociales dans la société et son influence sur le débat et les politiques publics. Certains spécialistes « publics » en sciences sociales jouissent d'une reconnaissance dans leur pays en tant que chroniqueurs ou conseillers, travaillant pour des groupes de réflexion ou titulaires de postes prestigieux. Dans certains pays (par exemple en Chine et au Brésil), la recherche en sciences sociales est considérée comme essentielle pour le développement du pays. Dans de nombreux autres pays, en revanche, les sciences physiques et naturelles continuent de monopoliser l'attention. Dans le monde arabe, l'enseignement supérieur et, dans une certaine mesure, la recherche, ont bénéficié au fil du temps d'une évolution du soutien apporté par les gouvernements nationaux. Cependant, la demande de sciences sociales provient de diverses sources (dont les entreprises locales, le grand public, l'État, les médias et les organisations internationales). Cette situation a notamment pour conséquence une prolifération des centres de recherche privés et une modification de la hiérarchie des disciplines. ∩



Village de Bubel dans l'Orissa : carte montrant où vivent les habitants des castes les plus pauvres.  
© UNESCO/O. Brendan



Avoir de la ressource. Luang Prabang, RDP Laos.  
© UNESCO/D. Roger

## Chapitre 3

# Des capacités inégales

Les disparités de volume, de qualité et de visibilité de la recherche en sciences sociales mises en lumière dans le chapitre 2 et la suprématie manifeste des sciences sociales américaines et européennes sont en grande partie le résultat de disparités en termes de capacités de recherche. Le chapitre 3 évoque les problèmes suscités par cette fracture des capacités de recherche en sciences sociales et analyse les moyens de développer et d'améliorer ces capacités.

### Trois niveaux de capacités de recherche

Comprendre ce que sont les capacités de recherche en sciences sociales et ce qui les limite est essentiel pour l'élaboration d'une stratégie appropriée pour les améliorer. La création de savoir présuppose des infrastructures institutionnelles adéquates, un accès au financement et une intégration dans les communautés scientifiques. On voit ainsi qu'il existe trois niveaux de capacités : celui de l'individu, celui de l'organisation et celui du système d'ensemble. Le degré de coordination entre ces trois dimensions détermine la marge d'amélioration des capacités des systèmes de recherche en sciences sociales. Les actions qui se concentrent sur un seul niveau sans prendre en compte ses relations avec les deux autres se traduisent ordinairement par des résultats très limités. L'exemple du Kenya montre que les efforts visant à améliorer l'accès à l'enseignement supérieur en sciences sociales restent peu développés du fait que les limites rencontrées aux niveaux institutionnel et systémique n'ont, quant à elles, pas été traitées.

*« Les pays arabes ont, d'une manière générale, certaines caractéristiques communes : une médiocre qualité de l'éducation, en particulier en sciences sociales, (...) une attention limitée portée aux disciplines des sciences sociales. (...) De ce fait, les sciences sociales voient leur place se réduire dans la réponse aux problèmes sociaux et dans*

*l'intérêt du public, et n'ont qu'un rôle modeste dans la genèse des politiques et la mise en œuvre du changement social. » (Shami et Elgeziri)*

### Le rôle des cabinets de consultants et des ONG

Dans de nombreux pays en développement, des cabinets de consultants et des ONG mènent des projets de recherche appliquée à court terme, à la demande d'institutions internationales de financement ou de fondations privées. Ces actions renforcent la visibilité locale de la recherche en sciences sociales et contribuent à orienter la production de savoir vers des questions pertinentes en termes de politiques. Paradoxalement, toutefois, il semblerait également que la multiplication de ces organismes ne se traduise pas par une amélioration des savoirs aussi importante qu'on pourrait l'attendre. Au lieu de renforcer les capacités de recherche, les pratiques de financement de ces institutions peuvent en fait les appauvrir, en privilégiant des études à court terme qui ne facilitent pas l'actualisation du savoir et la théorisation, ou en n'accordant pas assez d'attention à la validité empirique des résultats de la recherche.

Dans les pays à faible revenu, le rôle croissant des cabinets de consultants et des ONG dans la recherche en sciences sociales suit la réduction relative ou absolue des financements publics alloués aux universités pour la recherche en général et pour les sciences sociales en particulier. Dans de telles conditions, les universitaires ont rarement la chance de travailler sur des projets à long terme impliquant d'importantes considérations théoriques. Dans les pays développés aussi, la recherche se déroule plus souvent hors des universités et des organismes nationaux de recherche, mais ces pratiques y sont beaucoup moins dommageables au monde universitaire et à la recherche ;

la proportion de chercheurs travaillant dans des cabinets de consultants ou dans des groupes de réflexion reste en effet limitée en termes relatifs.

### Fuite ou circulation des cerveaux ?

La fuite des cerveaux – terme qui désigne la migration de personnes hautement qualifiées quittant un pays moins développé à destination d'un pays qui l'est davantage – a fait l'objet de débats approfondis au cours de la dernière décennie. Elle commence souvent par la migration des étudiants, qui est l'un des problèmes les plus importants de la concurrence internationale qui s'exerce aujourd'hui pour le capital humain. Les États-Unis sont actuellement le plus grand pays de destination, l'Europe arrivant en deuxième place. Cependant, d'autres pôles d'attraction se sont fait jour et ont donné lieu à de nouveaux mouvements Nord-Nord ou Sud-Sud, ainsi qu'à des flux circulaires. De nombreux pays à faible revenu se disent profondément préoccupés de constater que les investissements qu'ils ont consentis pour l'éducation et la formation de spécialistes en sciences sociales sont perdus au profit d'autres pays.

Plusieurs pays s'efforcent de réduire les effets de la fuite des cerveaux et mettent en place des mesures incitatives visant à persuader les diplômés de revenir après avoir obtenu leur diplôme à l'étranger. De telles mesures incitatives peuvent être notamment, pour certains, la garantie d'un poste (par exemple en Chine ou au Mexique) ou la mise en place de réseaux et de collaborations internationaux avec des chercheurs du pays travaillant à l'étranger (comme en Argentine, en Colombie, en Chine et aux Philippines). Cependant, l'efficacité de ces mesures reste limitée tant que les conditions de travail ne s'améliorent pas d'une manière significative dans les pays d'origine.

Les débats relatifs à la fuite des cerveaux ont connu récemment une évolution, la perspective n'étant désormais plus tant de souligner les incidences négatives pour les pays d'origine que de considérer, plus largement, la circulation des cerveaux comme une composante de la circulation des idées. Les Philippines sont un pays qui a connu des flux migratoires constants et élevés de professionnels et de chercheurs depuis le milieu des années 1960. Cette diaspora est à présent essentielle pour établir une coopération avec les chercheurs dans leur pays d'origine, contribuant ainsi à leur intégration dans les réseaux internationaux de recherche. Du côté du pays de destination, un docteur en économie sur trois et près d'un docteur en

sciences sociales sur cinq travaillant aux États-Unis sont nés à l'étranger.

### Des stratégies d'ensemble pour surmonter les insuffisances de capacités

Si la croissance du nombre d'étudiants, de titulaires de doctorats et de publications est un indicateur pertinent des capacités de recherche, le Brésil et la Chine sont deux grands pays qui ont réussi à développer fortement ces capacités dans le domaine des sciences sociales. Ce succès en la matière est dû à une politique d'ensemble inscrite dans la durée, dotée de ressources abondantes, prévoyant la création de diplômes de troisième cycle dans des universités du plus haut niveau, des bourses d'études à l'étranger, des programmes de rapatriement des élèves ayant obtenu un diplôme d'universités étrangères, des bourses internationales permettant aux professeurs de passer un congé sabbatique dans des universités étrangères et des mesures destinées à encourager les chercheurs à publier dans des revues internationales à comité de lecture reconnues.

Cependant, de petits pays peuvent eux aussi développer et pérenniser leurs capacités de recherche. Les capacités palestiniennes en sciences sociales ont ainsi été développées en formant des étudiants dans certaines des meilleures universités étrangères et en entretenant une communauté vivante de chercheurs dans le monde entier. D'autres stratégies peuvent consister à recourir à l'apprentissage à distance et aux outils de collaboration numériques en sciences sociales (comme en Nouvelle-Zélande et dans les îles du Pacifique).

Toute politique d'ensemble visant à développer les capacités de la recherche en sciences sociales devrait veiller à la mise en place de réseaux. Des expériences importantes en ce domaine sont notamment les programmes de formation et de tutorat, la production conjointe de matériel didactique et le renforcement des connexions et des collaborations impliquant des chercheurs en sciences sociales locaux et appartenant à la diaspora. Des réseaux et des actions de cette nature ne peuvent toutefois être couronnés de succès que si les universités sont renforcées.

*« La lutte pour la restauration de l'université africaine doit se poursuivre (...). C'est dans la force et la vitalité de l'université que les réseaux de sciences sociales trouveront, au bout du compte, l'énergie de changer les choses d'une manière décisive et ciblée. » (Olukoshi)»*

# Chapitre 4

## Une internationalisation inégale

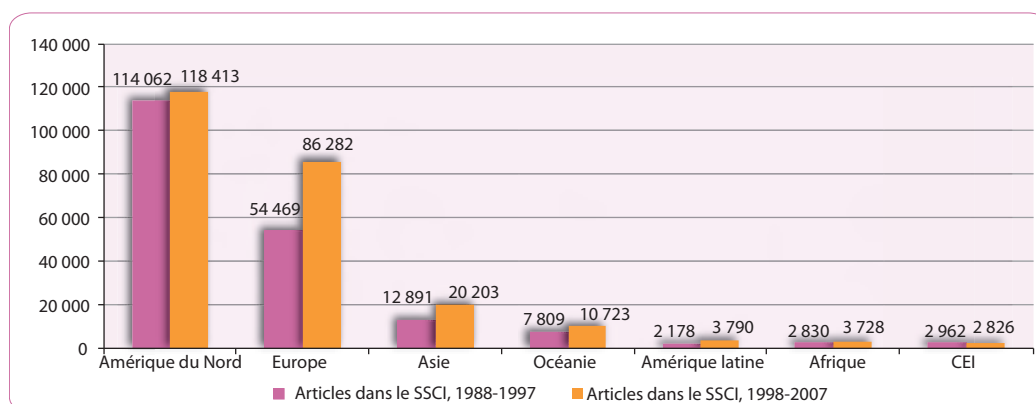
Le présent chapitre traite de l'internationalisation des sciences sociales en cartographiant la production mondiale et la collaboration internationale dans ce domaine.

Il existe de nombreuses manières d'évaluer l'internationalisation des sciences sociales. L'une consiste à déterminer où sont produits les revues et les articles de sciences sociales et si cette production est également répartie dans le monde. Une autre consiste à mesurer si les citations apparaissant dans les articles de sciences sociales sont plus internationales aujourd'hui que dans le passé. Une troisième consiste enfin à mesurer la proportion d'articles publiés conjointement par des chercheurs en sciences sociales issus de régions et de pays différents. Ces indicateurs peuvent être établis en utilisant les diverses bases de données de revues, de publications et d'articles de sciences sociales, dont le Social Sciences Citation Index (SSCI) de Thomson Reuters, les bases Ulrich et Scopus et l'International Bibliography of the Social Sciences. Examinant les données fournies par tous ces indicateurs, les auteurs confirment dans le

chapitre 4 une internationalisation croissante de la production en sciences sociales au cours des deux dernières décennies, mais décrivent un processus qui est resté lent et inégalement réparti.

Durant la décennie 1998-2007, l'Amérique du Nord a produit à elle seule plus de la moitié des articles de sciences sociales enregistrés dans la base de données SSCI de Thomson Reuters (figure 2). L'Europe vient en deuxième position, avec près de 40 % des articles de sciences sociales publiés dans le monde. En termes de citations, l'internationalisation de la recherche en sciences sociales dans les pays en développement prend principalement la forme d'une dépendance croissante vis-à-vis des études et des recherches produites en Europe et en Amérique du Nord. L'internationalisation tend donc à renforcer la centralité du Nord. Un autre signe de cette dépendance est linguistique. Plus de 85 % des revues de sciences sociales à comité de lecture figurant dans la base de données Ulrich sont rédigées en anglais.

Figure 2 — Production dans le domaine des sciences sociales, par région



Source : Social Sciences Citation Index (SSCI). Gingras et Mosbah-Natanson dans le Rapport mondial sur les sciences sociales 2010 (Figure 4.5).

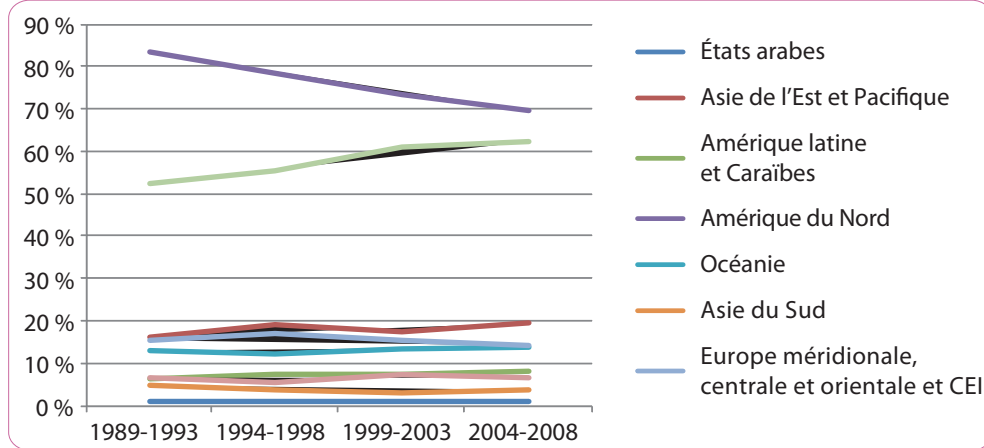
En matière de collaborations internationales dans le domaine des sciences sociales, les États-Unis viennent en tête, suivis par le Royaume-Uni, le Canada et l’Australie. Bien qu’encore en première position, l’Amérique du Nord voit sa part dans les collaborations internationales légèrement décliner au cours de la dernière décennie, tandis que celle de l’Europe occidentale a augmenté (figure 3). Malgré des signes de changement, les collaborations internationales se présentent encore fortement selon un modèle centre-périphérie et la structure des échanges est fortement asymétrique.

Cependant, la contribution des autres régions à la production mondiale d’articles s’accroît lentement. La part de l’Asie a

augmenté au cours de la dernière décennie, pour atteindre 9 %. Par comparaison avec les pays d’Amérique latine et l’Inde, la Chine présente la croissance la plus forte en termes de production totale d’articles apparaissant dans des bases de données internationales pour la période 1995-2007 (figure 4). Cette croissance est particulièrement visible en sciences de gestion.

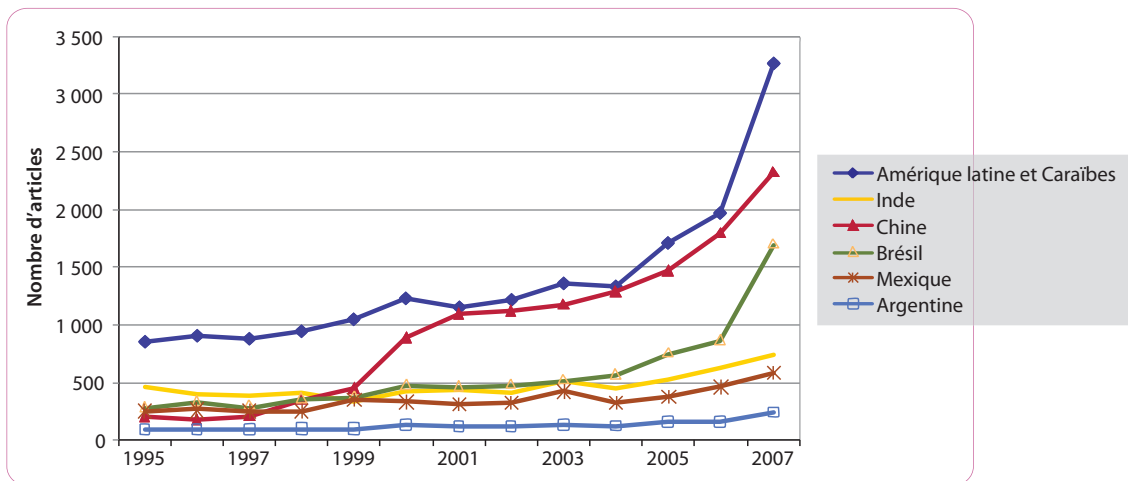
« Malgré la mondialisation de la recherche en général et des collaborations de recherche en particulier, la place de l’Occident reste prédominante pour ce qui est des sciences sociales apparaissant dans les bases de données internationales. » (Frenken, Hoekman et Hardeman)

Figure 3 — Part des régions dans la collaboration totale en sciences sociales dans le monde, 1989-2008



Source : Social Sciences Citation Index (SSCI). Frenken, Hoekman et Hardeman dans le Rapport mondial sur les sciences sociales 2010 (Figure 4.3).

Figure 4 — Production annuelle totale d’articles de recherche en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Chine et en Inde



Source : Social Sciences Citation Index (SSCI). Russell et Ainsworth dans le Rapport mondial sur les sciences sociales (Figure 4.7).

# Chapitre 5

## Rendre les sciences sociales homogènes ou pluralistes

La place prédominante, illustrée dans le chapitre précédent, qu'occupe le Nord en termes de production indique qu'il est essentiel de déterminer quels sont les thèmes jugés pertinents et quels sont les méthodologies et les outils analytiques considérés comme susceptibles de produire des savoirs suffisants. Dans le même temps, l'internationalisation de la recherche peut permettre à d'autres voix de se faire entendre, remettant en question les concepts de pertinence et d'importance adoptés par le Nord.

### Qu'est-ce qui est mondial ? Qu'est-ce qui est local ?

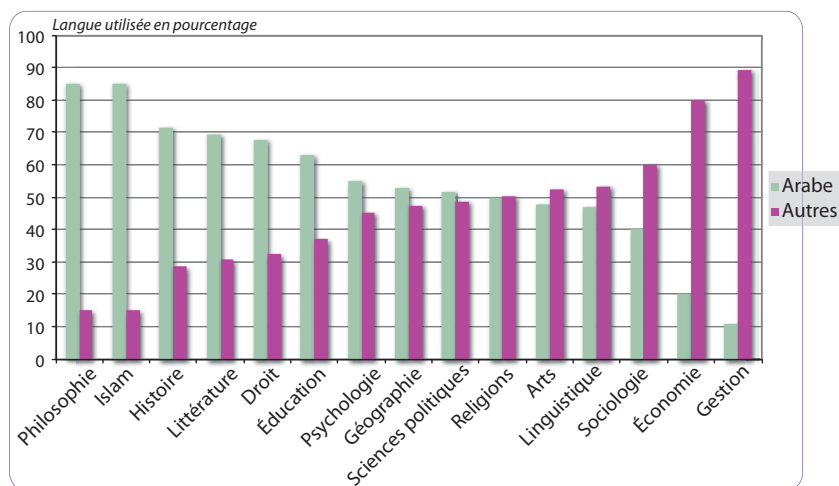
La sociologie offre un exemple du renforcement de l'hégémonie du Nord et de la marginalisation des réalités du Sud. Dans cette discipline, la dépendance intellectuelle du Sud par rapport à la production du Nord est renforcée par une division inégale du travail au sein des collaborations internationales, les chercheurs

du Sud collectant des données empiriques et laissant à leurs collègues du Nord l'examen de leurs implications théoriques.

Les études des questions mondiales et locales coexistent. Cependant, il est fréquent que les questions locales susceptibles d'avoir une pertinence mondiale ne soient pas reconnues à l'échelle mondiale, à moins que des universitaires nord-occidentaux ne se les soient appropriées. C'est le cas par exemple pour les études sur le travail en Afrique du Sud et pour les savoirs autochtones de diverses parties du monde.

Dans le Maghreb, une étude du catalogue de la bibliothèque de la Fondation du Roi Abdul Aziz, au Maroc, illustre la manière dont la décision de traiter des thèmes « externes » ou des thèmes « internes », c'est-à-dire s'inscrivant parmi les priorités générales ou relevant de l'intérêt local, va généralement de pair avec la langue de publication. Les thèmes externes donnent plus souvent lieu à des publications en anglais ou en français.

Figure 5 — Disciplines et langues utilisées par les auteurs du Maghreb, 1985-2004



Source : Waast, Arvanitis, Richard-Waast et Rossi dans le Rapport mondial sur les sciences sociales 2010 (Figure 5.3).

Des divisions comparables existent dans d'autres pays. Il s'en faut de beaucoup que les historiens et les sociologues japonais travaillant sur des thèmes centrés sur le Japon attirent l'attention à l'échelle internationale, même lorsque leur travail pourrait avoir des implications qui dépassent le contexte national, tandis que leurs collègues travaillant sur des thèmes « mondiaux » peuvent être mieux intégrés dans les réseaux internationaux.

### Remettre en cause les hégémonies

Au cours des dernières décennies, plusieurs « écoles » et « tendances » ont remis en question la production dominante de l'Atlantique Nord en sciences sociales. Le contexte actuel d'internationalisation critique la « non-pertinence » de la production des sciences sociales du Nord pour analyser le Sud et favorise les revendications en faveur d'une plus grande reconnaissance des réalités et des formes de savoir locales. En Chine, on recherche un équilibre entre l'« indépendance intellectuelle » dans les thématiques et de plus larges « échanges universitaires avec des spécialistes en sciences sociales du monde entier ».

*« Le plus souvent, les théories générales ne tiennent pas compte de l'expérience de la majorité de l'humanité – ceux qui vivent dans le Sud. Elles ne reconnaissent pas non plus les théories sociales produites dans le Sud. » (Keim)*

La contestation de l'hégémonie vient également du Nord. L'universalité de la science et la neutralité de son objectivité vis-à-vis des valeurs ont été profondément mises en cause dans les pays occidentaux, notamment par les féministes. Ce mouvement de critique et de réévaluation a ouvert la voie à la notion de « recherche sur les points de vue ». Ce concept envisage tout savoir comme situé. De la sorte, l'élargissement du savoir ne peut procéder que de la multiplication des « points de vue » sur une question spécifique.

Les études locales et mondiales ont des limites et des risques opposés. La recherche mondiale court le risque de n'être pas pertinente pour de nombreuses spécificités locales. Elle peut donner lieu à l'application d'un cadre d'analyse non pertinent, à une compréhension biaisée de la situation locale et à l'omission d'importantes questions locales. Les études locales, quant à elles, peuvent souvent se résumer à un empirisme étroit, à des comparaisons insuffisantes et à une faible marge de généralisation. Le défi consiste à élaborer des cadres d'interprétation et des résultats qui soient scientifiques, et donc universels et pertinents, c'est-à-dire adaptés à l'étude du contexte local et du monde envisagés depuis des points de vue locaux. ∩



Périodes dans l'histoire de Haïti. Bureau national d'Ethnologie, Port-au-Prince, Haïti. © UNESCO/F. Brugman

# Chapitre 6

## Les territoires des disciplines

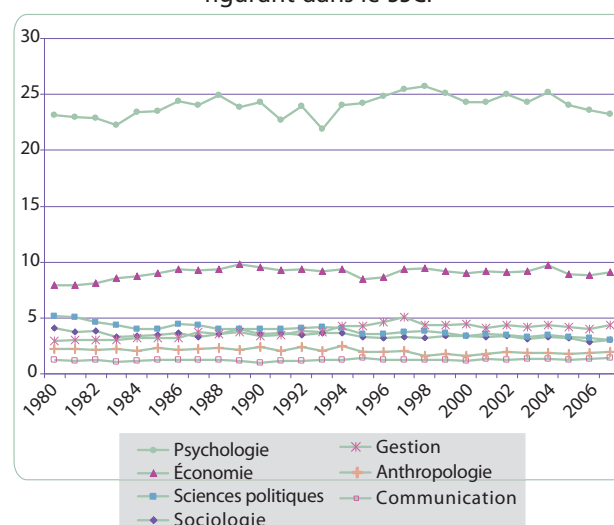
Face aux défis mondiaux et aux tendances sociales, les frontières traditionnelles entre les disciplines sont remises en question. Le chapitre 6 étudie les écarts entre les traditions nationales et les systèmes de recherche, entre les disciplines et au sein de celles-ci, ainsi qu'entre les sciences sociales et les autres formes de savoir relevant de disciplines telles que les sciences naturelles et les lettres. Ces divisions ne sont pas figées. De nouveaux domaines se font jour, certains s'unissent et quelques-uns peuvent disparaître.

### Les frontières entre les disciplines

Si l'on tente de spéculer sur l'avenir des disciplines des sciences sociales en examinant leur évolution sur les deux derniers siècles, on pourrait penser que nous sommes parvenus à une ère post-disciplinaire, dans laquelle les sciences sociales et les sciences naturelles doivent s'intégrer. Dans ce scénario, l'ère des disciplines peut ne pas être encore parvenue à son terme, mais d'autres modes d'organisation du savoir sont sur le point de se faire jour aux niveaux local, régional et supranational. De nouvelles formes de coopération entre scientifiques issus de diverses disciplines et d'autres types d'acteurs sociaux pourraient être produites dans ces nouveaux environnements.

On peut cependant formuler un diagnostic différent en adoptant, au lieu d'une perspective historique, une approche plus formelle du renouvellement des savoirs. Certaines théories de l'évolution des disciplines affirment que des fractures et des ruptures sont des étapes nécessaires du développement de toute forme de savoir. Selon de tels cadres d'analyse, des fractures se produisent continuellement et continueront de se produire à l'échelle des disciplines et au sein de celles-ci, et il convient de protéger l'autonomie des sciences sociales. Les disciplines sont encore essentielles pour le renouvellement du savoir et pour la créativité des scientifiques.

Figure 6 — Le poids des disciplines dans les productions figurant dans le SSCI



Source : Social Sciences Citation Index (SSCI). Jonkers dans le Rapport mondial sur les sciences sociales 2010 (Figure 6.1).

En principe, toutes les disciplines jouissent d'un statut comparable. La réalité de la production du savoir, mesurée dans les bases de données internationales, indique cependant que les disciplines n'ont pas toutes un poids égal. La psychologie et l'économie sont les deux champs qui s'arrogent ensemble la plus grande part des productions figurant dans le Social Sciences Citation Index.

### Reconfigurer les frontières

Les interactions entre les disciplines des sciences sociales sont complexes, comme le montrent les relations entre la sociologie et l'économie dans les dernières décennies. Par comparaison avec l'économie, la sociologie reste plus insérée dans un contexte national, plus orientée vers les universités et les milieux scientifiques et moins en lien avec l'élaboration des



politiques publiques. Cependant, et malgré les différences et des intérêts souvent antagonistes, la sociologie et l'économie ont multiplié leurs relations intellectuelles et méthodologiques au cours des dernières années.

Les divisions entre disciplines et au sein de celles-ci sont mouvantes, et ces reconfigurations ont des conséquences diverses. L'une est la spécialisation croissante des savoirs des sciences sociales. Une autre tient à l'intégration des sciences sociales. Cette question est récurrente depuis l'émergence des sciences sociales universitaires aux <sup>xix</sup><sup>e</sup> et <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècles. Les débats actuels sur leur éventuelle unification mettent l'accent sur leur intégration tout en préservant le caractère cumulatif des différentes disciplines et la multiplicité de points de vue qu'elles permettent.

### Interdisciplinarité, multidisciplinarité et transdisciplinarité

Certains acteurs des sciences sociales répondent au déplacement des frontières disciplinaires en tentant de surmonter les conséquences dommageables des divisions entre les matières sans créer pour autant une science sociale pleinement intégrée. Cela suppose d'accroître l'interdisciplinarité, la multidisciplinarité et la transdisciplinarité. On pourrait certes débattre des définitions, mais on peut aussi convenir que, lorsque des scientifiques issus de diverses disciplines s'unissent pour traiter un problème, il s'agit là de multidisciplinarité et d'interdisciplinarité. Lorsque des scientifiques issus de diverses disciplines travaillent ensemble au traitement d'un problème et tiennent compte mutuellement de leurs contraintes respectives, on parle de transdisciplinarité : celle-ci est décrite comme plus intégratrice que l'interdisciplinarité et cherche à dépasser les savoirs disciplinaires.

Les divisions, en particulier entre sciences sociales et sciences naturelles, mais également entre les sciences sociales et les arts et lettres, sont remises en cause au motif qu'elles font obstacle aux tentatives de traiter les problèmes mondiaux et aux évolutions que connaissent les sociétés humaines. Les nouveaux champs d'étude scientifique – dont les sciences cognitives, les nouvelles théories de l'évolution, la bioéthique, les études environnementales et les études de « droit et littérature » – concernent des gens qui traversent les frontières des cultures disciplinaires.

Il va sans dire que traverser les cultures disciplinaires et épistémiques est une entreprise difficile. Les obstacles que rencontre la recherche multidisciplinaire en collaboration face à un problème mondial tel que le changement climatique sont nombreux, car cette démarche suppose des modifications fondamentales des habitudes des chercheurs en sciences sociales et des autres scientifiques.

*« Les chercheurs en sciences sociales sont plus diserts que les chercheurs en sciences physiques ; certains d'entre eux croient en la construction sociale du savoir scientifique, croyance qui peut rompre la collaboration avec les physiciens ; ils recourent souvent à un large éventail d'approches théoriques ; ils sont particulièrement sensibles à de petites différences de temps, d'espace et de culture ; enfin, dans les sciences sociales, la loyauté envers les différentes disciplines interfère souvent avec la collaboration multidisciplinaire. »* (Balstad)

Ces obstacles à une coopération qui surmonterait les divisions entre sciences sociales et physiques ne sont pas insurmontables. On peut s'inspirer, pour une coopération transdisciplinaire efficace, de la psychologie, discipline dont la situation au carrefour des sciences sociales et biologiques fournit de nombreux exemples de contact et de collaboration entre différentes formes de savoirs. Un champ de recherche récent dans lequel les psychologues ont trouvé une manière créative de franchir les frontières séparant les disciplines est la recherche sur le changement social. Les psychologues ont recours à divers outils et méthodes pour étudier les réponses des individus aux exigences du changement social et la manière d'apporter les informations nécessaires pour que les décisions politiques puissent favoriser une adaptation positive au changement. Les comportements durables et le bien-être humain sont d'autres domaines dans lesquels les psychologues franchissent de plus en plus souvent les frontières entre les disciplines.

*« La réalité selon laquelle le développement humain est façonné par des contraintes sociales changeantes exige davantage de recherche interdisciplinaire, menée tant avec les sciences sociales qu'avec les sciences biologiques. Une collaboration interdisciplinaire plus large est utile en ce qu'elle permet d'appréhender un fonctionnement "bio-psycho-social". »* (Silbereisen, Ritchie et Overmier)

### Variations régionales

Les tendances et les innovations que connaissent les différentes disciplines des sciences sociales doivent également être prises en compte à l'échelle régionale, car les priorités de la recherche peuvent différer d'une zone à l'autre. Le Rapport donne un aperçu des évolutions régionales dans deux pays : les États-Unis et l'Inde. Dans le cas américain, il est frappant de constater la richesse sans équivalent et la grande diversité d'une production en sciences sociales qui est la plus importante au monde. Celle-ci étant généralement considérée comme hégémonique, l'aperçu peut suggérer quelques pistes quant à l'évolution future des sciences sociales dans le monde. En Inde, trois domaines spécifiques ont orienté la recherche innovante au cours des dernières années : le développement, les questions de genre et l'étude des espaces ruraux et urbains. ☺



Fillette gagnant une course dans le bidonville de Rayzebazar. Dhaka, Bangladesh.  
© The Hunger Project [www.thp.org](http://www.thp.org)/S.Z. Habib

# Chapitre 7

## La concurrence dans la société du savoir

Au cours des dernières décennies, l'importance croissante prise par l'enseignement supérieur et la recherche comme moteurs de la croissance économique s'est traduite par un accroissement de la concurrence internationale entre pays, institutions et chercheurs. Le chapitre 7 traite du classement des universités, de l'évaluation de la recherche et de son rôle dans le financement des projets.

### La bibliométrie

La bibliométrie est largement utilisée pour évaluer la performance et l'impact de la recherche. Cependant, son utilisation met en lumière d'importants problèmes en ce qui concerne les sciences sociales. L'un de ces problèmes est le fait qu'elle privilégie les articles de revues, sous-estimant ou négligeant d'autres publications telles que les livres, les rapports et les médias non universitaires. C'est peut-être ce qui explique pourquoi la bibliométrie est plus largement acceptée dans les disciplines des sciences sociales telles que l'économie et la psychologie, qui partagent la prédilection des sciences naturelles pour les articles de revue. Une autre question liée à la bibliométrie tient aux importants déséquilibres linguistiques et géographiques qu'elle recèle. En effet, publier dans des revues à comité de lecture signifie d'ordinaire publier dans des revues anglo-américaines.

*« La production de savoir en sciences sociales et en lettres ne peut être observée avec des méthodes bibliométriques qu'en prenant les plus grandes précautions. Les bases de données existantes des revues à comité de lecture sont incomplètes et ne couvrent pas d'une manière satisfaisante les langues autres que l'anglais. »*

(Archambault et Larivière)

### Les classements d'universités

Les classements internationaux d'universités reposent fortement sur la bibliométrie. Ces classements sont également devenus une caractéristique prédominante de la concurrence entre systèmes de recherche et entre organisations de recherche. Le premier de ces classements a initialement été commandé par le gouvernement chinois, comme un moyen d'étalonner ses propres universités pratiquant la recherche en vue de réaliser son objectif de créer des « universités de classe mondiale ». Cependant, l'impact du classement académique des universités mondiales réalisé par l'Université Jiao-Tong de Shanghai a largement dépassé les frontières de la Chine. D'autres classements ont suivi, utilisant des critères et indicateurs différents, comme ceux de QS/Times Higher Education (QS/THE) et de SCImago.

Bien que controversés, les classements d'universités ont acquis une faveur croissante et sont pris comme des signes de qualité dans un environnement mondial. L'un de leurs effets pervers peut être de saper le rôle social, intellectuel et culturel des universités dans leurs propres sociétés.

Tout particulièrement dans les pays du Sud, mais aussi en Europe et en Amérique du Nord, la plupart des universités ne peuvent pas espérer obtenir de bons résultats avec les mesures employées par ces classements internationaux. Elles ne devraient d'ailleurs pas nécessairement non plus essayer d'en obtenir. Ce n'est pas que l'évaluation de la performance des universités soit sans valeur – les évaluations et l'étalonnage peuvent être une partie essentielle d'une stratégie d'amélioration de la qualité –, mais il existe d'autres instruments plus adaptés à l'évaluation des performances des universités dans leurs différentes fonctions.

## Évaluer la recherche

Parallèlement aux comparaisons transnationales ou mondiales, les gouvernements et les organismes nationaux ont intensifié leurs efforts visant à évaluer la qualité de la recherche, la performance des départements et les chercheurs les plus productifs. Engagés en vue de faire doper les performances de la recherche et d'optimiser l'allocation des ressources, ces exercices recourent de plus en plus largement à des indicateurs quantitatifs tels que la bibliométrie. Les indicateurs de performance fondés sur cette dernière présentent de sérieuses limites pour l'évaluation de la recherche dans des pays où un petit nombre seulement d'articles sont publiés dans des revues internationales à comité de lecture.

Quelle est l'alternative ? Les bonnes pratiques laissent à penser que l'évaluation de la recherche devrait combiner des données quantitatives avec des informations qualitatives, en se fondant par exemple sur l'évaluation par les pairs, et qu'elle devrait reconnaître les différences entre les disciplines de recherche et intégrer quelques éléments d'autoévaluation. L'histoire de l'évaluation de la recherche menée au Royaume-Uni dans le cadre du Research Assessment Exercise montre à quel point il est complexe de concevoir un système national d'évaluation qui soit à la fois juste et efficace. L'Espagne a mis en place un système d'évaluation individuelle des chercheurs couplant des approches bibliométriques et des évaluations par les pairs. En outre, pour remédier au déséquilibre linguistique des principaux index de citations, l'Espagne utilise, conjointement

avec la Chine, des bases de données bibliographiques en langues locales dans le cadre de ses processus d'évaluation.

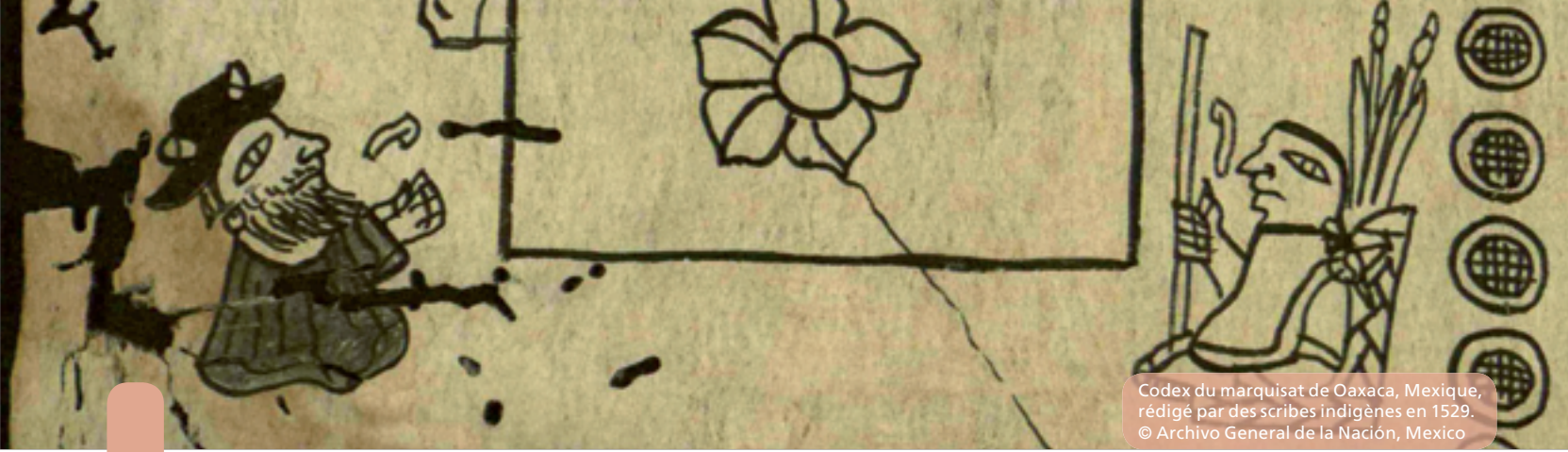
## Financement des projets

Les différents pays recourent à des approches différentes pour financer la recherche en sciences sociales. Cependant, le financement concurrentiel des projets est de plus en plus largement utilisé à cette fin. Là encore, l'évaluation par les pairs joue un rôle important. Toutefois, l'évaluation des propositions par les pairs n'est pas sans poser de problèmes, comme l'« usure de l'évaluateur » et le manque de transparence. Au bout du compte, lorsque l'argent manque pour financer tous les projets de recherche jugés bons, les décisions finales ne s'expliquent pas seulement par les résultats de l'évaluation par les pairs ou par les profils de qualité bibliométrique des candidats.

Les mécanismes chinois d'allocation des ressources ressemblent de plus en plus au modèle en vigueur dans les pays de l'OCDE. Dans ses évaluations, la Chine utilise maintenant elle aussi un mélange de bibliométrie et d'évaluation par les pairs. Au Canada, les changements intervenus dans les politiques et les programmes de financement ont permis d'insister davantage sur les actions visant à assurer une plus grande visibilité à la recherche en sciences sociales pour des publics divers. L'expérience du conseil néerlandais de la recherche illustre, par ailleurs, le fait que les chercheurs en sciences sociales sont attentifs aux besoins de la société, même lorsqu'ils répondent à des appels à propositions libres en recherche fondamentale. ∩



Université de Harvard : une université de classe mondiale  
© SASI Group (University of Sheffield) et Mark Newman  
(University of Michigan).



Codex du marquisat de Oaxaca, Mexique, rédigé par des scribes indigènes en 1529. © Archivo General de la Nación, Mexico

## Chapitre 8

# La diffusion des sciences sociales

Le chapitre 8 analyse la diffusion du savoir relevant des sciences sociales dans la société. Il étudie la capacité des sciences sociales à éduquer, à aborder des questions publiques et à nourrir le débat public.

Les chercheurs en sciences sociales ont une relation complexe avec les sociétés. D'un côté, ils appartiennent à celles dont ils sont issus et ils sont influencés par leur évolution. D'un autre côté, ils observent les évolutions de la société et contribuent à les façonner. Ces influences fortes et multidirectionnelles déterminent les principales positions à partir desquelles les chercheurs en sciences sociales participent à la société et au débat : en tant que transmetteurs de savoir, en tant qu'experts, en tant qu'observateurs des phénomènes sociaux et en tant que penseurs critiques.

### Les sciences sociales dans les lycées et les universités

L'éducation dispensée aux élèves et aux étudiants est l'un des principaux canaux par lesquels les chercheurs en sciences sociales diffusent leurs idées et leurs concepts et exercent leur influence sur la société. Dans de nombreux pays, les sciences sociales sont d'abord enseignées au lycée, au titre de l'histoire, de la géographie, de l'éducation civique et des questions de société. Elles font partie de l'éducation de futurs citoyens engagés, bien que, paradoxalement, elles se voient accorder à l'école moins d'importance que les lettres.

Au niveau universitaire, les sciences sociales attirent en moyenne un tiers environ de l'ensemble des étudiants de l'enseignement supérieur. Qui sont ces diplômés en sciences sociales et où travaillent-ils ? Selon une étude sur les titulaires de doctorats en sciences sociales dans 25 pays de l'OCDE, une proportion notable de ceux-ci finissent par se consacrer à la recherche et à l'enseignement et un nombre important

occupent des fonctions d'experts auprès d'administrations et d'organismes publics ou, dans certains pays, dans des entreprises. Dans les pays de l'OCDE, un grand nombre d'étudiants en sciences sociales obtiennent leur doctorat plus tard que leurs homologues inscrits en sciences naturelles. Dans de nombreux pays, leur taux de chômage est plus faible que celui de la population totale des titulaires d'un doctorat.

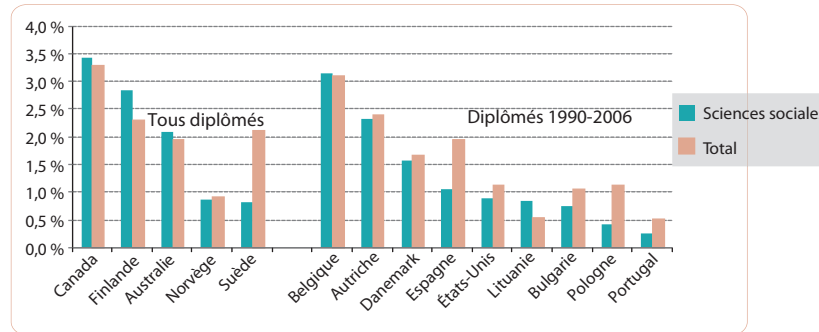
### Une présence forte

Un grand nombre d'universitaires, d'experts, de gestionnaires, de cadres et de dirigeants ont bénéficié d'une formation en sciences sociales et, on peut l'espérer, appliquent dans leur vie professionnelle leurs connaissances et leurs savoir-faire en la matière. Leur présence est forte dans les ministères et les administrations publiques, ce qui donne aux spécialistes en sciences sociales des occasions d'influer sur les politiques publiques. Il est cependant difficile de savoir si ces spécialistes en sciences sociales qui se trouvent dans les « allées du pouvoir » ont une influence réelle sur la qualité des décisions prises.

### Publications et sciences sociales numériques

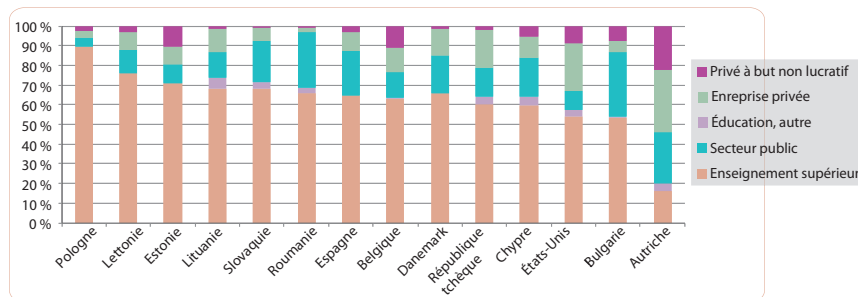
Les publications représentent une part importante de la diffusion des sciences sociales. Les récents processus économiques de concentration ont conduit les quelques éditeurs internationaux les plus importants à augmenter le prix de leurs revues et à mettre l'accent sur le volume des ventes. La publication de monographies décroît et les éditeurs internationaux exercent une pression croissante pour élargir la portée géographique des livres qu'ils commandent, afin que ceux-ci puissent être vendus dans le monde entier. Ce resserrement de la distribution va de pair avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Les technologies numériques changent la manière dont travaillent les chercheurs en sciences sociales.

**Figure 7 — Taux de chômage des titulaires d'un doctorat dans quelques pays de l'OCDE, 2006**



Note : Données de 2005 pour la Belgique et la Norvège ; titulaires d'un doctorat en 1987-2005, et données de 2005 pour le Danemark.  
 Source : Auriol dans le Rapport mondial sur les sciences sociales (Figure 8.2).

**Figure 8 — Répartition des titulaires d'un doctorat en sciences sociales en 1990-2006 par principal secteur d'emploi dans quelques pays de l'OCDE, 2006**



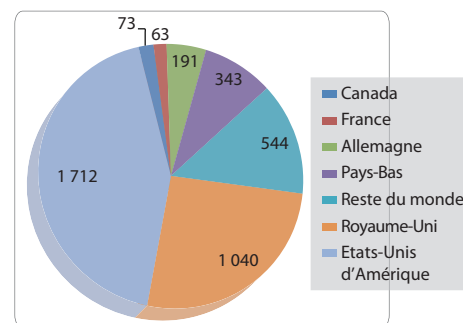
Note : Données de 2005 pour la Belgique et la Norvège ; titulaires d'un doctorat en 1987-2005, et données de 2005 pour le Danemark.  
 Source : Auriol dans le Rapport mondial sur les sciences sociales 2010 (Figure 8.3).

Elles permettent de nouvelles questions et de nouveaux modes de stockage, de recherche et d'utilisation du matériel. Elles facilitent les interactions et la coopération entre les chercheurs. Cependant, tous les chercheurs n'ont pas les mêmes chances de faire usage de ces possibilités, du fait de la fracture numérique persistante qui sépare le monde développé du monde en développement.

Les évolutions des technologies de l'information et de la communication ont des effets très larges sur la diffusion et la propagation des sciences sociales. Un accès ouvert peut accroître l'accès au savoir produit par ces dernières. Des revues en accès ouvert peuvent réduire le coût des abonnements et accroître l'accès à ce savoir. De nombreuses revues de sciences sociales permettent déjà aux auteurs de payer pour donner un accès ouvert à leurs articles. Ce mécanisme peut avoir des effets involontaires. Les modèles d'accès ouvert dans lesquels les auteurs ou les institutions dont ils relèvent paient pour publier peuvent avoir des implications négatives pour les pays en développement et pour la visibilité du travail de leurs chercheurs en sciences sociales.

« Les revues scientifiques sont très chères. (...) Cela signifie concrètement que les universités les moins bien dotées, celles qui accueillent les étudiants les plus pauvres, n'ont pas accès à une base de revues universitaires de qualité et ne

**Figure 9 — Répartition géographique des revues indexées dans la base SCOPUS pour les sciences sociales, 2009**



Source : Kahn dans le Rapport mondial sur les sciences sociales 2010 (Figure A1.1).

sont pas en mesure de dispenser un enseignement supérieur de qualité. » (Habib)

Une évolution intéressante dans ce contexte est l'expansion des dépôts de revues en accès ouvert, notamment en Amérique latine. Ces portails offrent aux revues la possibilité d'accroître leur visibilité. Comme les publications latino-américaines, les revues universitaires africaines figurent rarement dans les index internationaux de citations, situation à laquelle l'initiative African Journals Online (AJOL), qui accroît la visibilité internationale de la recherche africaine, s'efforce de remédier.☺



L'homme qui marche, de A. Giacometti  
© Succession Giacometti/ADAGP, Paris, 2009

# Chapitre 9

## Les sciences sociales et les décideurs politiques

Le chapitre 9 est consacré aux relations entre les spécialistes en sciences sociales et les décideurs politiques. Il s'intéresse particulièrement aux différences entre rationalité scientifique et rationalité politique, afin de déterminer ce que les spécialistes en sciences sociales et les décideurs peuvent attendre les uns des autres. Il examine également la nature des sciences sociales produites hors du monde universitaire par les cabinets de consultants, diverses organisations, les ONG, les groupes de réflexion et les organismes publics, thème abordé sous une autre perspective dans le chapitre 3.

### Des relations tendues

Les relations entre la recherche et la décision politique sont rarement simples, même lorsque l'une et l'autre ont partie liée depuis des siècles. L'ancien ministre de l'Éducation de l'Argentine Juan Carlos Tedesco a des mots forts pour les chercheurs en sciences sociales qui n'ont pas l'habitude de réfléchir aux problèmes auxquels sont confrontés les décideurs politiques. À l'inverse, Peter Piot déplore les insuffisances de l'action politique. Les chercheurs en sciences sociales et les décideurs politiques ne travaillent pas dans la même perspective et n'ont pas les mêmes intérêts. Mais ils devraient joindre leurs forces pour trouver des solutions aux difficultés liées aux problèmes mondiaux.

### Des décisions politiques fondées sur des données probantes

Les gouvernements affirment régulièrement leur intérêt pour des politiques fondées sur des éléments probants – des politiques adoptant des priorités et des solutions en fonction de résultats crédibles et pertinents fournis par la recherche. Le fait que le savoir joue un rôle plus important que l'intuition, les opinions politiques ou la sagesse conventionnelle dans la définition des politiques peut dépendre de l'accès qu'ont

les décideurs politiques aux éléments factuels démontrant quelles sont les options efficaces et celles qui ne le sont pas. Une expérimentation créative systématique peut contribuer à la conception de solutions novatrices. On peut concevoir plusieurs variantes de l'approche expérimentale du contrôle aléatoire pour évaluer l'impact de diverses actions sur une certaine durée et dans des contextes différents.

Des statistiques sont également produites pour fonder la prise de décision. Traditionnellement, la production de statistiques encadre l'action de l'État en permettant d'identifier et de mesurer un « problème » et en évaluant l'impact des politiques. L'impact croissant des politiques économiques néolibérales transforme le rôle des statistiques nationales qui, d'instruments privilégiés de l'action publique, deviennent des indicateurs de performance *a posteriori*.

Les décideurs politiques ne doivent pas attendre des chercheurs en sciences sociales des savoirs tout faits. Le succès de toute politique dépend en partie du niveau d'acceptation de cette politique par la population concernée. La participation précoce des parties prenantes au processus de recherche et la consultation de la population concernée peuvent garantir un plus grand sentiment d'appropriation. La définition de solutions acceptables pour une population exige une coopération étroite entre les sciences, la politique et la société.

« Nous ne devons pas attendre des savoirs tout faits, livrés juste-à-temps et prêts à l'emploi. » (Nowotny)

### Laboratoires d'idées (think tanks)

Le chapitre 9 revient sur la question de la recherche réalisée hors des universités, dans des institutions, des agences de courtage, des fondations, des cabinets de consultants ou des instituts

de sondages. Parmi ces institutions, les groupes de réflexion ou laboratoires d'idées sont ceux qui ont fait l'objet des plus grands débats au cours des dernières années. Leur définition varie, tout comme leurs fonctions, mais ils ont connu une croissance rapide dans les pays développés durant la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle. Ils contribuent à la guerre des idées, mais

également à l'enrichissement du débat sur les politiques publiques. Financés par des fonds privés, mandatés par des utilisateurs divers, ils représentent un nouveau modèle de production de savoir, orienté vers les problèmes d'aujourd'hui. Cependant, ils peuvent également politiser la production de savoir et encourager l'esprit partisan. ∩





Développement inégal, Mexique.  
© Still Pictures/PNUE/Terrazas Glavan Monica

# Chapitre 10

## Conclusions et actions possibles pour l'avenir

Le Rapport met en lumière un large éventail de questions et de tendances importantes dans l'organisation des sciences sociales à travers le monde. Il rassemble une quantité de nouveaux savoirs et de nouvelles données sur des domaines mal couverts par la littérature internationale. Le chapitre final résume les principales observations du Rapport, les réorganisant selon les deux axes qui sous-tendent les chapitres – les disparités frappantes et persistantes des capacités de recherche et la fragmentation du savoir –, avant de tirer un certain nombre de conclusions.

Les conclusions mettent également en lumière les lacunes de nos connaissances et les questions pendantes, indiquant des orientations possibles pour des actions à venir.

### Comblar les lacunes de nos connaissances quant à l'état des sciences sociales à travers le monde

À mesure que se dégage une image plus claire de l'état des sciences sociales, les limites de nos connaissances deviennent également évidentes. Le Rapport souligne à quel point les sciences sociales se connaissent mal elles-mêmes du point de vue de leurs approches, et de leur conditions de production de savoirs. L'étude de la science, de ses mécanismes et de ses effets a toujours été le souci des sciences sociales et le moment est désormais venu pour celles-ci de mieux connaître leur propre situation et les moyens de se renforcer.

■ Disposer d'un plus grand volume d'informations sur les points suivants contribuerait à une meilleure compréhension de la production du savoir en sciences sociales et de son utilisation dans les différentes parties du monde :

- les principaux thèmes analysés par les sciences sociales dans les différentes régions du monde et le degré d'internationalisation du contenu de la recherche ;
- les principaux changements touchant les institutions dont dépendent les sciences sociales, par exemple la place croissante du secteur marchand dans la recherche, l'expansion du nombre de think tanks et d'ONG et les transformations que connaissent les institutions soutenant la communication scientifique ;
- le degré d'institutionnalisation des sciences sociales dans les organisations publiques et privées, comme les ministères des Finances ou les entreprises de publicité ;
- la pénétration de la terminologie, des perspectives et des théories des sciences sociales dans les médias et le discours public ;
- l'étendue et les caractéristiques de l'enseignement des sciences sociales au niveau secondaire et le rôle de l'industrie des manuels de sciences sociales dans la légitimation et la transmission des savoirs aux nouvelles générations d'étudiants ;
- les effets des hégémonies linguistiques et les moyens de promouvoir la diversité linguistique en vue d'améliorer le savoir en sciences sociales ;
- les conditions préalables à un bon fonctionnement des réseaux de recherche, en évaluant les succès et les échecs des tentatives faites précédemment pour surmonter les écarts de capacités ;



- l'impact de la numérisation et des grandes bases de données sur la nature et le type des recherches produites dans différents contextes.
- Les données relatives au nombre de chercheurs en sciences sociales dans les différents pays et dans le temps ne sont pas cohérentes. De nombreuses lacunes demeurent dans les données internationales accessibles sur les sciences sociales, comme on le voit dans l'Annexe 1 du Rapport. Des données comparables sur le nombre de chercheurs en sciences sociales à plein temps et d'étudiants dans les différentes disciplines et à différents niveaux, sur le type d'institutions dans lesquelles ils travaillent et sur le montant et la source du financement de leurs recherches amélioreraient grandement notre connaissance des tendances internationales de l'état et de la production des sciences sociales.
- Les données relatives à la circulation internationale des chercheurs en sciences sociales et de leurs idées sont largement insuffisantes. Nous savons peu de choses, d'une manière générale, de la circulation des chercheurs, et moins encore de la circulation des chercheurs en sciences sociales. Combien de ces derniers, dans les différentes disciplines, sont-ils formés dans des pays étrangers ? Où travaillent-ils ? Quelles mesures sont-elles prises pour offrir des postes à ceux qui étudient et travaillent à l'étranger ? Quel est l'impact des réseaux internationaux sur la circulation du personnel universitaire et des idées ?

### Orientations pour des actions à venir

- Le Rapport ne formule pas de recommandations toutes faites en matière de politiques : comme il l'indique à plusieurs reprises, les problèmes sont très différents d'un pays à l'autre et les contextes ont une grande importance. Des actions qu'il serait possible de mettre en œuvre dans l'avenir sont néanmoins suggérées à des organismes internationaux tels que l'UNESCO et le CISS, aux organismes de financement intervenant aux niveaux national et international, aux gouvernements et aux principales institutions académiques concernées par la réduction des divisions dans les savoirs. Ces suggestions sont présentées en termes généraux, qui devront être adaptés spécifiquement aux niveaux régional et national.
- Le développement des capacités de recherche suppose que les gouvernements, les organisations internationales et les institutions d'aide apportent des financements pour soutenir tant les institutions de recherche que la formation individuelle. Les trois niveaux de capacités – individuel, organisationnel et systémique – ont tous besoin d'une attention soutenue. Les financements doivent être assurés pour une durée suffisante afin de produire des résultats. L'objectif est un impact à long terme plutôt qu'un impact immédiat. Pour lutter contre les aspects négatifs de la fuite des cerveaux, il convient de promouvoir des programmes renforçant la circulation des idées et des chercheurs en sciences sociales et prévoyant un soutien pour les réseaux de la diaspora.
- Il existe de grandes disparités dans l'accès au savoir entre les régions, les pays et les institutions. Les gouvernements, les conseils de recherche, les fondations et les institutions de financement devraient fournir aux universités et aux institutions de recherche les technologies et l'argent nécessaires pour favoriser un égal accès aux principales revues nationales et internationales de sciences sociales. Ils devraient également négocier avec les principaux groupes d'édition en vue d'accélérer et d'élargir l'accès gratuit et ouvert aux articles publiés dans des revues internationales à comité de lecture. Les agences internationales, les organisations régionales et les gouvernements nationaux pourraient également accroître leur soutien à des revues à comité de lecture disponibles en accès ouvert. African Journal Online (AJOL) et, en Amérique latine, SCIELO, REDALYC et le CLACSO peuvent servir de modèles pour la mise en place d'initiatives semblables et d'une plus grande portée.
- Les nouvelles technologies favorisent des modes de collaboration très divers entre les chercheurs en sciences sociales. Les technologies ouvertes joueront vraisemblablement un rôle important dans le développement des capacités de recherche en sciences sociales. Les initiatives visant à élaborer de nouveaux outils numériques pour la recherche, la collaboration et la mise en place de réseaux dans le domaine des sciences sociales seront d'une importance cruciale. Il est suggéré que les gouvernements, les conseils de recherche et des consortiums d'universités coopèrent en vue de la création d'archives en accès ouvert pour le dépôt et la diffusion des travaux de sciences sociales.
- Il est essentiel de renforcer le multilinguisme chez les chercheurs en sciences sociales, en particulier chez ceux du Nord. Il s'agit que chacun puisse travailler et collaborer dans sa propre langue tout en comprenant d'autres. La traduction, le traitement et la circulation des données et les outils de collaboration exigent des développements spécifiques. Les organismes et organisations internationaux voudront peut-être envisager une aide aux politiques de traduction en sciences sociales. Les études abordant les défis mondiaux dans une perspective locale doivent être traduites afin d'élargir la portée du débat public.
- Les associations, réseaux et communautés internationaux sont importants pour la circulation des idées, la diffusion du savoir et le renforcement des capacités. Des efforts doivent être réalisés en vue de renforcer les structures existantes et d'en créer de nouvelles. Les réseaux régionaux et sous-régionaux peuvent contribuer à la restructuration du paysage de la recherche dans

le cadre régional s'ils sont soutenus par diverses institutions publiques de financement, tant nationales qu'internationales, ainsi que par des bailleurs de fonds privés. Différents réseaux sont nécessaires, avec des objectifs et des membres différents. Les réseaux régionaux de sciences sociales doivent être conçus pour transcender les divisions entre disciplines, langues, sexes, générations, régions et positions idéologiques. Des réseaux Sud-Sud, soutenus par des fondations privées et des organisations internationales, pourraient faire beaucoup pour réduire les disparités au sein de la communauté intellectuelle mondiale.

- Le financement concurrentiel de projets demeurera probablement une tendance dominante dans les années à venir, et présente d'ailleurs des avantages. Il a cependant aussi des inconvénients, comme les procédures très bureaucratiques liées au processus de sélection et de suivi et, dans certains cas, la prédominance des financements à court terme. Les processus de sélection et d'évaluation des propositions doivent rester aussi simples que possible. Afin d'assurer la diversité, certaines ressources devraient être réservées aux projets novateurs qui ne s'inscrivent pas dans la liste des thèmes prioritaires identifiés par les agences de financement. Les gouvernements devraient également rester conscients qu'il importe de maintenir l'équilibre entre le financement des projets et un financement solide pour les activités de base. La recherche en sciences sociales a besoin d'une base de financement stable. Celle-ci permet aux institutions d'attirer et de retenir professeurs et chercheurs, de leur offrir des infrastructures de recherche adéquates et de soutenir la recherche innovante.
- Un grand nombre des problèmes que l'on demande aux sciences sociales d'aborder exigent des connaissances qui dépassent les limites de chaque discipline. Parfois, ces domaines englobent ceux des sciences naturelles et des

lettres. Il importe d'encourager la recherche interdisciplinaire et de l'institutionnaliser. Il a été suggéré que des centres de recherche interdisciplinaires soient créés afin d'améliorer notre compréhension des aspects sociaux de défis mondiaux majeurs tels que le changement environnemental. Des chercheurs issus de différentes disciplines pourraient y coopérer et ces centres pourraient recruter des chercheurs ayant une expérience dans plusieurs disciplines. Des programmes expérimentaux dans le cadre desquels des chercheurs en sciences naturelles seraient formés aux sciences sociales et des chercheurs en sciences sociales aux sciences naturelles seraient bienvenus.

- Des bases de données numériques internationales sont essentielles pour surmonter les divisions dans les savoirs entre différentes régions du monde et pour élargir les possibilités de la recherche internationale. Les organisations internationales et les institutions d'aide devraient soutenir l'élaboration de ces bases.
- Des organismes internationaux tels que l'UNESCO, le CISS et l'OCDE, ainsi que des organisations régionales, pourraient s'employer à combler les déficits d'information décrits plus haut.

Plus que jamais, les sciences sociales sont indispensables pour comprendre le monde contemporain et répondre efficacement aux problèmes mondiaux d'aujourd'hui et de demain. On leur demande aujourd'hui de résoudre des problèmes et d'analyser la situation hors des champs où elles se sont historiquement développées. Du fait des immenses disparités des capacités de recherche et de la fragmentation des savoirs, elles ne sont pas en situation de jouer leur rôle ni de déployer tout leur potentiel. Les suggestions formulées dans le présent Rapport sont donc d'une importance vitale pour leur permettre de relever ce défi.☺

# Sommaire du Rapport

Avant-propos - Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO

Avant-propos - Pierre Sané, Sous-directeur général pour les sciences humaines et sociales

Préface - Gudmund Hernes, Président du Conseil international des sciences sociales

**Introduction générale** (Françoise Caillods et Laurent Jeanpierre)

## ■ 1. Les sciences sociales face au monde

### 1.1 Sciences sociales et les défis mondiaux

- Répondre au changement environnemental planétaire : sciences sociales du monde entier, unissez-vous ! (Karen O'Brien)
- La construction du « pauvre » à l'échelle mondiale : une critique anthropologique (Akhil Gupta)
- Mesurer les inégalités de revenus dans le monde (Branko Milanovic)
- Un Katrina financier ? Aspects géographiques de la crise financière (David Harvey)
- Prévoir les défis démographiques à venir (Joseph Chamie)
- Les villes à l'ère de la mondialisation (Saskia Sassen)
- Marginalisation, violence : le nécessaire renouveau des théories de la modernisation (David E. Apter)

### 1.2 Le point de vue des régions

- Le Conseil arabe des sciences sociales (ACSS) (Seteney Shami et Moushira Elgeziri)
- L'Association des conseils asiatiques pour la recherche en sciences sociales (AASSREC) (John Beaton)
- Le Conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO) (Alberto D. Cimdamore)
- Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) (Ebrima Sall)

## ■ 2. Géographie institutionnelle des sciences sociales

- Les sciences sociales en Amérique du Nord (Craig Calhoun)
- Aspects institutionnels des sciences sociales en Amérique latine (Hebe Vessuri et Maria Sonsiré López)
- La situation des sciences sociales en Afrique subsaharienne (Johann Mouton)
- Les sciences sociales dans le monde arabe (Rigas Arvanitis, Roland Waast et Abdel Hakim Al-Husban)
- La situation des sciences sociales en Chine (Huang Ping)
- Les sciences sociales en Asie du Sud (Venni V. Krishna et Usha Krishna)
- La situation des sciences sociales en Europe (Luk Van Langenhove)
- **En bref** L'orientation des sciences sociales en Europe : pour une stratégie (Roderick Floud)
- La situation des sciences sociales en Russie (Liudmila Pipiya)
- Les sciences sociales en Aotearoa/Nouvelle-Zélande et dans la région Pacifique (Robin Peace)

## ■ 3. Des capacités inégales

### 3.1 Les dimensions des capacités en sciences sociales

- Évaluer les capacités en sciences sociales : une grille d'analyse
- Les défis du développement des capacités dans les États arabes (Seteney Shami et Moushira Elgeziri pour le Conseil arabe des sciences sociales)
- Les capacités de recherche en sciences sociales en Asie (John Beaton pour l'Association des conseils asiatiques pour la recherche en sciences sociales)
- Le renforcement des capacités en sciences sociales en Amérique latine (Alberto D. Cimdamore pour le Conseil latino-américain de sciences sociales)
- Pourquoi les universitaires kenyans ne publient-ils pas dans les revues internationales à comité de lecture ? (Maureen Mweru)

### 3.2 La marchandisation de la recherche

- Le développement des missions de consultants en Afrique du Sud (Linda Richter et Julia de Kadt)
- Les missions de consultants et la recherche menée par les ONG dans l'Orient arabe : les défis liés au nouvel agenda des donateurs (Sari Hanafi)

### 3.3 Fuite ou circulation des cerveaux ?

- Les migrations internationales des chercheurs en sciences sociales (Laurent Jeanpierre)
- De la fuite des cerveaux à l'attraction des compétences dans les sciences sociales d'Amérique Latine (Sylvie Didou Aupetit)

- Fuite et circulation des cerveaux en Asie du Sud (Binod Khadria)
- Repenser la fuite des cerveaux aux Philippines (Virginia A. Miralao)

### 3.4 Surmonter les inégalités de capacités

- Le développement des capacités de recherche en sciences sociales au Brésil (Regina Gusmão)
- **En bref** Établir la sociologie en Chine
- **En bref** Développer les capacités en sciences sociales en Palestine (Vincent Romani)
- Développement des capacités en Afrique : la contribution des réseaux de recherche en sciences sociales (Adebayo Olukoshi)

## 4. Une internationalisation inégale

- La mondialisation de la recherche collaborative (Koen Frenken, Jarno Hoekman et Sjoerd Hardeman)
- Où les sciences sociales sont-elles produites ? (Yves Gingras et Sébastien Mosbah-Natanson)
- L'hégémonie de l'anglais (Ulrich Ammon)
- La recherche en sciences sociales en Amérique latine et dans les Caraïbes, en comparaison avec la Chine et l'Inde (Jane M. Russell et Shirley Ainsworth)
- La mobilité scientifique et l'internationalisation de la recherche en sciences sociales : le cas de la Chine continentale (Koen Jonkers)

## 5. Homogénéisation ou pluralisation des sciences sociales ?

### 5.1 Hégémonies et contre-hégémonies

- L'internationalisation des sciences sociales : distorsions, dominations et perspectives (Wiebke Keim)
- L'appel à des discours alternatifs dans les sciences sociales asiatiques (Syed Farid Alatas)
- Méthodologies et épistémologies du point de vue : une logique d'enquête scientifique pour les populations (Sandra Harding)

### 5.2 Les tensions entre savoirs mondiaux et savoirs locaux dans la pratique

- De quoi parlent les sciences sociales dans les pays d'Afrique du Nord ? (R. Waast, R. Arvanitis, C. Richard-Waast et P.L. Rossi, en collaboration avec la Bibliothèque de la Fondation du Roi Abdul Aziz)
- Thèmes actuels de la recherche en sciences sociales au Japon (Thomas Brisson et Koichi Tachikawa)
- Occidentalisation des sciences sociales chinoises : le cas des sciences juridiques (1978-2008) (Deng Zhenglai)

## 6. Territoires disciplinaires

### 6.1 Les disciplines et leurs divisions

- Repenser l'histoire des sciences sociales et des humanités (Peter Wagner)
- La part des principales disciplines des sciences sociales dans les bases de données bibliométriques (Koen Jonkers)
- L'économie et la sociologie dans le contexte de la mondialisation (Frédéric Lebaron)
- Une ou plusieurs sciences sociales ? (Jon Elster)

### 6.2 Traverser les frontières des disciplines

- L'évolution des liens : repenser le social, l'humain et le naturel (Björn Wittrock)
- Les défis interdisciplinaires de la recherche sur le changement climatique (Roberta Balstad)
- La psychologie dans le tourbillon de la convergence et de la divergence : le cas du changement social (Rainer K. Silbereisen, Pierre Ritchie et Bruce Overmier)
- **En bref** La psychologie de la durabilité (Victor Corral-Verdugo)

### 6.3. Variations régionales

- Les sciences sociales en Amérique du Nord : tendances au sein des disciplines et au-delà (Craig Calhoun)
- Les tendances récentes de la recherche en sciences sociales en Inde (Umamaheswaran Kalpagam)

## 7. La concurrence dans la société de la connaissance

### 7.1 Les classements mondiaux

- Les sciences sociales et le classement des universités (Anthony F. J. van Raan)
- Les alternatives aux classements internationaux existants (Tero Erkkilä et Niilo Kauppi)
- Une nouveau secteur d'activité : les classements des universités en sciences sociales (Luis Sanz-Menéndez et Felix de Moya-Anegón)
- Les universités de classe mondiale et le Sud (Saleem Badat)

## 7.2 L'évaluation de la recherche

- Conceptualiser et mesurer l'excellence en sciences sociales et dans les humanités (Peter Weingart et Holger Schwechheimer)
- Les limites de la bibliométrie pour l'analyse des sciences sociales et humaines (Éric Archambault et Vincent Larivière)
- Évaluation de la recherche : avantages et inconvénients (Ellen Hazelkorn)
- L'évaluation de la recherche au Royaume-Uni (Alis Oancea)
- **En bref** L'évaluation des chercheurs en sciences sociales en Espagne (Laura Cruz-Castro et Elea Giménez-Toledo)

## 7.3 Le financement des projets et la définition des programmes de recherche

- L'évaluation par les pairs et le financement de la recherche en sciences sociales (Edward J. Hackett)
- Le financement de la recherche comme sélection (Peter van den Besselaar)
- Le financement et l'évaluation de la recherche en sciences humaines et sociales en Chine (Wei Lili)
- **En bref** Aperçu de la recherche en sciences sociales et de son financement au Canada (Johanne Provençal)
- **En bref** Les politiques de recherche dans une petite économie ouverte : le cas du Conseil néerlandais de la recherche (Peter Nijkamp)

## 8. La diffusion des sciences sociales

### 8.1 Les sciences sociales, l'éducation et la société

- Les sciences sociales dans l'espace public (Alberto Martinelli)
- L'étude des sciences sociales dans l'enseignement secondaire et supérieur
- Les manuels de sciences sociales dans l'enseignement supérieur
- Les spécialistes en sciences sociales dans les coulisses du pouvoir (Daniel Tarschys et Guy Lachapelle)
- Les docteurs en sciences sociales : qui sont-ils ? Où travaillent-ils ? (Laudeline Auriol)

### 8.2 Diffusion et accès aux savoirs des sciences sociales

- Les monographies de recherche : un aperçu
- La numérisation des sciences sociales et humaines (Sally Wyatt)
- Les chemins vers l'accès ouvert (Pandelis Perakakis, Michael Taylor et Varvara Trachana)
- **En bref** L'accès ouvert aux revues de sciences sociales en Amérique latine (Dominique Babini)
- **En bref** Remettre en question l'industrie internationale de l'édition scientifique (Adam Habib)

## 9. Sciences sociales et décideurs politiques

### 9.1 Usage et abus des sciences sociales en politique

- Hors de la science, point de politiques ? (Helga Nowotny)
- **En bref** Le décideur politique et le chercheur (Juan Carlos Tedesco)
- Ce que les sciences sociales peuvent apporter aux décideurs politiques : le cas du SIDA (Peter Piot)

### 9.2 La prise de décision fondée sur des données probantes

- Les sciences sociales et la formulation des politiques (Esther Duflo et Kudzai Takavarasha)
- De la statistique représentative aux indicateurs de performance (Alain Desrosières)
- Explorer la matrice des relations recherche-politiques : le premier forum international de l'UNESCO sur les interfaces entre politiques et sciences sociales (Christina von Fürstenberg, Secrétariat du programme MOST, UNESCO)

### 9.3 Médiateurs du savoir et laboratoires d'idées (think tanks) ?

- La recherche en sciences sociales hors de sa tour d'ivoire : le rôle des laboratoires d'idées et de la société civile (Helmut Anheier)
- L'effondrement de l'espace séparant les universités et les laboratoires d'idées (Thomas Asher et Nicolas Guilhot)

## 10. Conclusions et pistes d'action pour l'avenir

Des disparités persistantes en termes de capacités de recherche

La fragmentation du savoir : Unité des sciences sociales ? Des disciplines cloisonnées ? Des mondes cloisonnés ?

Les lacunes dans les connaissances sur la condition des sciences sociales dans le monde

Pistes d'action pour l'avenir

### Annexes

- Mesure pour mesure : quantifier les sciences sociales (Michael Kahn)
- Tableaux statistiques

Au cours des vingt dernières années, les sciences sociales se sont largement internationalisées. Elles sont enseignées partout ou presque. Les résultats de leurs recherches sont largement disséminés. Une forte demande pour une expertise en sciences sociales est exprimée tant par les décideurs et les médias que par le grand public; les concepts et les théories des sciences sociales influent plus que jamais sur l'opinion publique et sont présents dans les débats. Toutefois des disparités dans la production et l'utilisation des savoirs limitent la capacité des scientifiques à comprendre comment différentes sociétés fonctionnent et évoluent. Ces divisions empêchent de fournir aux décideurs et à la société les savoirs dont ils ont besoin pour faire face aux grands enjeux contemporains.

La pauvreté, les inégalités et le changement climatique sont autant de problèmes auxquels les sciences sociales doivent apporter des éléments de réponse. Plus et de meilleures sciences sociales sont requises. Pour ce faire, des capacités en sciences sociales doivent être développées, particulièrement dans les régions où les problèmes sociaux sont les plus aigus et les systèmes de recherche les plus faibles.

Le Rapport fait le point sur l'état des sciences sociales dans le monde. Il :

- analyse quelques-uns des *défis mondiaux* auxquels l'humanité est confrontée, tels que les perçoivent d'éminents chercheurs de diverses disciplines, et montre quel est l'apport des sciences sociales à leur analyse comme à leur résolution ;
- décrit *l'organisation de la production des sciences sociales dans différentes régions du monde*, en insistant plus particulièrement sur les problèmes rencontrés ;
- met en évidence les facteurs qui contribuent à la *limitation des capacités nationales*, y compris la fuite des cerveaux ;
- analyse les *disparités dans la production des savoirs* qui résultent des inégalités entre régions et pays dans les capacités de recherche ;
- *évalue le degré d'internationalisation des sciences sociales*, les tendances à l'homogénéisation et propose des alternatives aux hégémonies existantes ;
- analyse les *divisions et les passerelles entre les disciplines* et identifie les nouvelles tendances dans les *thématiques de recherche, les méthodes et les champs disciplinaires* ;
- évalue l'impact des tendances récentes dans les domaines de *l'évaluation et du financement*, notamment vers plus de concurrence dans la production des sciences sociales ;
- analyse les *rapports entre chercheurs, décideurs et membres de la société civile* ;
- fait des propositions concrètes pour relever les défis et renforcer les sciences sociales.

Produit par le Conseil international des sciences sociales à la demande de l'UNESCO, ce rapport est issu de la collaboration d'éminents spécialistes d'horizons géographiques multiples.



[www.unesco.org/publishing](http://www.unesco.org/publishing)



Secteur des sciences  
sociales et humaines

